

# L'ÉDITO

Martine Dubuisson

## QUE LES RESPONSABLES TROUVENT LE SENS... DES RESPONSABILITÉS

**E**n politique, il n'est pas rare qu'une semaine soit qualifiée de « décisive ». Celle qui s'ouvre ne le sera peut-être pas, mais en Communauté française, elle devrait tout de même faire bouger les lignes. Car au contraire de la

Région wallonne, où un nouveau gouvernement MR-CDH a été installé en juillet après que Benoît Lutgen a mis fin à l'alliance PS-CDH en juin, en Communauté, aucune coalition de rechange n'a vu le jour. Mais les pourparlers politiques reprennent cette semaine. Et les positions des uns et des autres se précisent peu à peu. Après le président du MR, Olivier Chastel, qui a défini ses balises ici vendredi – pas d'alliance avec le PS ; pour une majorité MR-CDH-Défi –, c'est le président de Défi, Olivier Maingain, qui pose dans *Le Soir* ses conditions pour entrer dans une majorité francophone : réforme de la gouvernance, ferme consolidation de la Communauté française, fin du décret Inscription... Sans oublier cet appel au MR d'être « cohérent », donc de renoncer à son alliance avec le PS à Bruxelles-Ville et en province de Liège « où les scandales sont nés ». On comprend que Défi, nécessaire à certaines majorités parlementaires, veuille poser ses conditions et obtenir ce qui lui

**Faute de sens des responsabilités, c'est la Communauté qu'on fragilise**

tient à cœur dans divers dossiers. On comprend que le président amarante ne veuille pas se laisser enfermer dans un coin par les bleus, qui lui mettent la pression

pour qu'il accepte d'entrer dans le seul exécutif qui les agrée, eux. On comprend qu'Olivier Maingain, comme ses alter ego, ne veuille pas se laisser dicter sa loi en échange d'une participation gouvernementale.

Mais une chose est sûre : au final, si des partis ne prennent pas leurs responsabilités pour, au-delà des clivages, des divergences programmatiques et des querelles d'ego, relancer un vrai gouvernement à la Communauté française, c'est celle-ci qui en pâtira. C'est la Communauté française qu'Olivier Maingain dit vouloir renforcer, que Benoît Lutgen a toujours assuré défendre et qu'Olivier Chastel veut conserver comme « *socle fort pour les francophones* » qui sera fragilisée. Peut-être irrémédiablement.

Si aucune majorité alternative ne se dessine, deux partis qui ne veulent plus travailler ensemble – c'est la position officielle du CDH et le PS ne qualifie plus son ex-allié que de « *traître* » – devront boire le calice jusqu'à la lie. Et continuer à gérer cette Communauté pendant dix-huit mois, sans élan, sans confiance ni respect réciproques, sans vision.

Tant pis pour les enseignants, les étudiants, les artistes, les chercheurs, les maisons de justice... qui devront se contenter de projets au rabais et de gestion intéri-maire. En attendant que les responsables retrouvent le sens des... responsabilités. Ou que les électeurs leur remontent la voie, en 2019. S'ils ne les sanctionnent pas alors lourdement...

Et pendant que les francophones attendront, les Flamands se mettront en ordre de marche.